

Hubert Védrine, Les mondes de François Mitterrand: le piétinement des Conseils européens et la dévaluation du Franc

Légende: Dans son livre, Les mondes de François Mitterrand, Hubert Védrine, alors conseiller diplomatique du président de la République française, raconte pourquoi les conseils européens du début des années 1980 piétinent et comment François Mitterrand a décidé de dévaluer le franc et de ne pas sortir du Système monétaire européen.

Source: VÉDRINE, Hubert. Les mondes de François Mitterrand, À l'Élysée (1981-1995). Paris: Fayard, 1996. 784 p. ISBN 9 782213 596211.

Copyright: (c) Librairie Arthème Fayard, 2007

URL:

http://www.cvce.eu/obj/hubert_vedrine_les_mondes_de_francois_mitterrand_le_pietinement_des_conseils_europeens_et_la_devaluation_du_franc-fr-c515c5ca-a66f-4c75-b227-bfff63e993e.html

Date de dernière mise à jour: 07/09/2012

Hubert Védrine, *Les mondes de François Mitterrand: le piétinement des Conseils européens et la dévaluation du Franc*

Piétinements

En 1981-82, nous n'en sommes pas là ! La Communauté se languit. De 1981 à 1984, les gouvernements Mauroy I, II et III se succèdent : nationalisations, décentralisation, 39 heures payées 40, cinquième semaine de congés payés, lois Auroux, abolition de la peine de mort. Mais, par ailleurs, le 4 octobre 1981, le franc a été dévalué de 8,5 % par rapport au mark. Le 12 juin 1982, il doit l'être à nouveau de 5,5 %, le mark étant réévalué de 4,25 %. Pour accompagner cette deuxième dévaluation, les prix et les salaires (sauf le SMIC) sont bloqués jusqu'au 31 octobre, le déficit budgétaire est limité à 3 % du PIB pour 1983, et l'engagement est pris de rééquilibrer les budgets sociaux - tout cela pour ramener l'inflation à 10 % en 1983. Le Président mesure lors des Sommets des Sept la domination américaine les marottes reaganiennes, l'omniprésence des médias, et doit faire face aux embûches dans les jungles centre-américaine, libanaise israélienne, irako-iranienne...

Pendant ce temps-là, les Conseils européens piétinent. Les 26 et 27 novembre 1981, à Londres, les Dix ne parviennent pas à se mettre d'accord ni sur la limitation des excédents laitiers, ni sur le plafonnement des dépenses agricoles (nous savons que nous devons y consentir tôt ou tard, mais pas n'importe comment), ni sur le budget. La position britannique est qu'il faut réduire la politique agricole commune, qui coûte trop cher, et limiter le budget communautaire en deçà du plafond de 1 % de l'assiette de la TVA. Point de vue cohérent, mais à l'opposé de la position française. Malgré tout, les Dix demandent un rapport sur l'Union européenne sur la base des propositions Genscher-Colombo.

Situation inchangée à Bruxelles, fin mars 1982. En avril, malgré le soutien européen dont la Grande-Bretagne a bénéficié dans la guerre des Malouines, beaucoup grâce au Président Mitterrand (la solidarité européenne passe avant les chimères tiers-mondistes ou des sympathies Nord/Sud peu regardantes), Londres bloque la fixation annuelle des prix agricoles, et il faut un vote à la majorité qualifiée pour passer outre. Du coup, le 19 mai 1982, François Mitterrand, exaspéré, déclare posé « *le problème de la présence de la Grande-Bretagne dans la Communauté* ».

Les Dix ne parviennent pas plus à se mettre d'accord sur les mêmes sujets, les 3 et 4 décembre 1982 à Copenhague, et sont obligés de repousser encore les demandes d'adhésion espagnole et portugaise, qui supposent réglée au préalable la question du budget de la Communauté. Cela nous laisse du temps pour y préparer nos agriculteurs du Sud-Ouest et du Sud-Est. Ce sujet est très important car, depuis Valéry Giscard d'Estaing, c'est la France qui bloque. Le désir de le résoudre affiché par le Président à partir de son voyage à Madrid (22-24 juin 1982) est le premier signe tangible d'une nouvelle volonté française de construction européenne.

Le Conseil suivant se tient à Bruxelles le lundi 21 mars 1983 à l'issue de dix journées-clés. Le 6 mars, la gauche a perdu le premier tour des municipales en France, et Helmut Kohl a emporté les législatives en Allemagne. Le mark s'est envolé, le franc s'est effondré ⁽¹⁾. Les consultations intensives auxquelles le Président a procédé entre le 13 et le 21 mars ont été racontées par le menu par Pierre Favier et Michel Martin-Rolland et par Jacques Attali, Le Président a pesé pendant quatre jours les deux options (sortir ou non du SME), ce qui n'est pas beaucoup pour un choix aussi lourd de conséquences, et affiché ensuite une « indécision tactique » pour obtenir le maximum des Allemands dans le réaménagement monétaire. Au Conseil euro péen de Bruxelles, le franc est à nouveau dévalué, de 2,5 %, le mark réévalué de 5,5 %. En outre, la France reste dans le SME et s'engage à rétablir l'équilibre de sa balance des paiements en deux ans par une ponction de 65 milliards (soit 2 % du PNB) sur la consommation des ménages et les dépenses de l'État en 1983.

Comment le Président justifie-t-il ces choix quand il s'adresse aux Français le mercredi 23 ? Par sa volonté « *de ne pas isoler la France de la Communauté européenne* » et de lutter contre le chômage, l'inflation et le déficit extérieur. Argumentation essentielle, qui annonce toute la suite. C'est peut-être la dernière fois qu'une orientation stratégique différente aurait pu être prise, si elle avait eu la moindre consistance.

« Mitterrand, dira Lionel Jospin le 16 novembre 1988 à Pierre Favier, a eu l'impression de faire une concession extrêmement difficile à la réalité imposée par les autres, de devoir se plier à une sanction imposée de l'étranger. C'était pour lui la fin d'une certaine France originale, socialiste, mixiste, fière de sa personnalité face à l'égoïsme féroce des libéraux. » Jean-Pierre Chevènement a déclaré au même, le 28 mars 1989 : « Notre faiblesse, avec Riboud, Fabius et Bérégovoy, est de ne pas avoir proposé une politique alternative suffisamment ficelée. Mitterrand a beaucoup hésité, puis s'est rabattu sur l'option conformiste, car il pensait qu'en cas d'échec de l'autre politique, la gauche perdrait le pouvoir pour de bon. Le succès de la politique de rigueur lui a permis de garder le pouvoir. Mais pour quoi faire ? » Lionel Jospin, à mon sens, a vu plus loin en disant : « Deux éléments essentiels ont guidé sa décision de rester [dans le SME] : le sentiment que la sortie du serpent serait une fuite en avant dramatique, sans garantie d'efficacité pour le redressement de la balance commerciale ; l'ambition de conduire une grande politique européenne. Ce qu'il a fait plus tard éclaire le choix de mars 1983. ». De fait, son forcing européen des années 1984-92 est impensable sans le préalable de la rigueur de mars 1983. Sinon, le tandem franco-allemand n'aurait pas fonctionné et aucun pays européen n'aurait consenti à se laisser entraîner par une France qui se serait engagée dans une voie purement hexagonale.

En mars 1983, en tout cas, les médias et les gouvernements occidentaux se réjouissent sans réserve du choix français. Le bon sens contre l'aventure, en quelque sorte. Mais le redémarrage de l'Europe est encore loin !

1- Dès le 21 février, Elisabeth Guigou avait alerté le Président : « La France, qui a emprunté pour 90 milliards de francs en 1982, a saturé ses possibilités d'endettement extérieur sans conditions. Si le franc sort du SME, la France, pour financer sa balance des paiements, sera conduite avant la fin de l'année à solliciter des prêts auprès de la CEE ou du FMI. Mais cet argent ne nous serait prêté qu'à la condition d'appliquer un plan de redressement imposé de l'extérieur ». Jean-Louis Bianco avait résumé : « Sortir du SME nous mettrait au FMI » (cité par Favier et Martin-Rolland, *op. cit.*).